

n'est pas terminé : si le premier volume a seulement quelques taches blanches dans la traduction du russe en français, dans le deuxième volume, qui commence avec la lettre « P », cela devient la règle : seuls quelques mots russes sont traduits ici et là !

Il reste aussi à déterminer le rapport qui existe entre le dictionnaire russe-français publié par Elizaveta Babaeva et le français-russe signalé par Bronislava Gradova. Et il est permis d'espérer que l'édition présente fera place à d'autres interrogations qui conduiront vers une meilleure connaissance de l'auteur des *Satires*.

En tout cas, l'édition de l'œuvre d'Antioche Kantemir s'enrichit d'un titre de référence après les éditions publiées en 1867-1868 et en 1956<sup>5</sup>.

1 – L. N. Maikov, *Materialy dlja biografii kn. A. D. Kantemira*, Saint-Pétersbourg, 1903, p. 86.

2 – Marcelle Ehrhard, *Un ambassadeur de Russie à la cour de Louis XV. Le Prince Cantemir à Paris (1738-1744)*, Paris, Les Belles lettres, 1938 (Annales de l'Université de Lyon).

3 – B. A. Gradova, « Pervye perevody Antioha Kantemira », in *Issledovanija pamjatnikov pis'mennoj kul'tury v sobranijah i arhivah ot d. rukop. i redkih knig*, Saint-Pétersbourg, 1985, p. 46-57 ; *id.*, « A. D. Kantemir — sostavitel' pervogo russko-francuzskogo slovarja », in Maria Di Salvo, Lindsey Hughes, eds., *A window on Russia. Papers from the V International Conference of the Study Group on Eighteenth-Century Russia*, Gargnano, 1994, La Fenice, 1996, p. 155-159.

4 – B. A. Gradova, « Neizvestnyj portret A. D. Kantemira », dans *T'epolo i ital'janskaja živopis' XVIII veka v kontekste evropejskoj kul'tury*, Saint-Pétersbourg, Gosudarstvennyj Ermitaž, 1996, p. 18-19.

5 – *Sočinenija, pis'ma i izbrannye perevody knjazja Antioha Dmitrieviča Kantemira*, ed. : P. A. Efremov ; introd. : V. Ja. Stojunin, I-II, SPb, I. I. Glazunov, 1867-1868 ; Antioh Kantemir, *Sobranie stihotvorenij*, Leningrad, 1956.

Nos remerciements vont à Nicolas Plagne qui a traduit l'introduction de l'édition présentée ici.

**Stefan Lemny**

---

D E L A F I N D E L ' A N C I E N R É G I M E  
À L A G U E R R E C I V I L E

*Timo VIHAVAINEN*

**Vnutrennij vrag : bor'ba s meščanstvom  
kak moral'naja missija ruskoj intelligencii**

(L'ennemi intérieur : la lutte contre l'esprit petit-bourgeois comme mission morale de l'intelligentsia russe)

Ouvrage traduit de l'anglais en russe par E. Gerasimova et S. Čujkina  
Saint-Pétersbourg, « Kolo », 2004, 414 p.

Le sujet de l'ouvrage de l'historien finnois Timo Vihavainen est l'étude d'une singulière tradition qui caractérise l'intelligentsia russe, celle de la lutte contre l'esprit petit-bourgeois. L'auteur suit cette tradition depuis son apparition, au milieu des années 1840 jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Bien qu'il

soit commun à la plupart des pays européens, ce phénomène a connu en Russie une ampleur considérable et a eu des conséquences tragiques, à la fois pour le pays et pour la classe qui a incarné ce combat sans relâche, la classe des intellectuels. En effet, aux yeux de la majorité des intellectuels russes, l'esprit petit-bourgeois, loin de caractériser la seule petite-bourgeoisie, avait l'effrayante capacité de « contaminer » toutes les classes de la société, et de rapprocher ainsi la Russie des voies d'évolution de l'Occident « bourgeois » considéré à la fois, et de manière paradoxale, comme modèle et repoussoir. Les débats sur le développement spirituel de la Russie seraient restés purement académiques si n'était pas survenue la révolution bolchevique, tragique épreuve de vérité pour l'authenticité du combat spirituel de l'intelligentsia. À partir de l'instauration de la dictature bolchevique jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les termes d'« esprit petit-bourgeois » et d'« intelligentsia » vont être constamment redéfinis en fonction des impératifs de la lutte idéologique décrétée par le pouvoir, jusqu'à ce que ce dernier se crée pour lui-même une classe d'intellectuels d'un nouveau type, d'une fidélité sans faille aux idéaux proclamés par le parti.

Après avoir indiqué le cadre historique de ses investigations et sa problématique, l'auteur annonce sa méthode, plutôt traditionnelle et conçue comme un récit bâti sur un ensemble de documents fournis par l'histoire des idées (déclarations idéologiques, revues, journaux, manifestes, souvenirs, journaux intimes, œuvres littéraires et critiques) et par les fonds d'archives (notamment ceux des officines du ministère de l'Intérieur chargées d'évaluer l'état de l'opinion publique dans les années 1920 et 1930). L'auteur s'appuie également sur les travaux de chercheurs dont il donne la liste dans une bibliographie de 29 pages.

Dès les premières pages, T. Vihavainen s'efforce de définir les termes qu'il va utiliser tout au long de sa recherche et qui seront les mots clefs de sa démonstration : *intelligencija*, *intelligentnost'*, *kul'tura*, *kul'turnost'*, *melkaja buržuazija*, *melkoburžuaznost'*, *meščanstvo*, *pošlost'*, *obyvatel'*, *obyvatel'stvo*, etc.

Il est assez délicat de traduire des concepts qui, de sociologiques, deviennent rapidement éthiques, se chargeant au cours de l'histoire de connotations morales défavorables. Il faut compter également avec les changements d'emploi dus aux aléas de la vie politique à l'époque soviétique. Un terme comme *intelligent* (intellectuel) peut assumer, selon les contextes historiques et politiques, des valeurs parfaitement contradictoires, être une qualification laudative dans un cas, ou sonner comme une insulte dans un autre ! Avec beaucoup de prudence, l'auteur propose donc, dès l'introduction, quelques occurrences d'emploi de tous ces termes qui constituent sa grille herméneutique, prenant le plus grand soin de les contextualiser chaque fois et laissant au lecteur la tâche de se faire le juge de la stupéfiante instabilité sémantique de tous ces termes clefs pour lesquels la langue française n'a pas toujours de rigoureux équivalents. Dans la valse vertigineuse des emplois les plus différents, l'auteur établit au moins une constante sémantique pour le vocable *intelligencija* (la classe des intellectuels, l'intelligentsia) : la « classe » des intellectuels regroupe, tel un ordre médiéval, l'ensemble des citoyens capables de jeter un regard critique sur la situation politique, culturelle et spirituelle du moment, grâce principalement à leur niveau de culture et à leur instruction. Cette valeur éthique du concept traverse indemne toutes les époques et survit même à la catastrophe révolutionnaire.

Ces précautions lexicales prises, l'auteur établit dans l'introduction (« La petite bourgeoisie et ses ennemis : le *meščanstvo* (l'esprit petit-bourgeois) et l'"intelligentsia" au XIX<sup>e</sup> siècle ») un tableau général de la situation des intellectuels au XIX<sup>e</sup> s. en veillant à différencier le panorama selon les temps, les lieux et les personnes. Si les radicaux donnent le ton en général, l'action des groupuscules ou les écrits des personnalités extrémistes ne doivent point occulter le fait, selon l'auteur, qu'il y a aussi des modérés et des libéraux chez les intellectuels. La fracture entre les deux « camps » apparaît en toute netteté quand la révolution de 1905, avec son cortège de violences et d'horreurs, incite une partie des intellectuels à une salutaire autocritique et à une drastique révision des valeurs qui avaient jusque-là porté le combat des radicaux, tout particulièrement le mythe de la révolution-panacée. Mais l'esprit « anti-bourgeois » ou « anti-petit-bourgeois » demeure solide et c'est une intelligentsia encore imprégnée des idéaux romantiques européens d'opposition à la médiocrité spirituelle de la civilisation bourgeoise qui va affronter les événements dramatiques de 1917.

Le premier chapitre (« Le discours de l'Âge d'argent ») s'emploie justement à dresser l'état des lieux pour la période cruciale qui coïncide avec le règne de Nicolas II. C'est l'occasion pour l'auteur de revenir sur le problème des influences dans la genèse du combat spirituel contre l'esprit petit-bourgeois en Russie (héritage du romantisme occidental) et d'égrener les grands noms européens et russes qui ont illustré cette lutte, par leurs œuvres et leurs analyses : J. Stuart Mill, Herzen, Nietzsche, Tolstoï, Flaubert, Ibsen, Nordau, Ivanov-Razumnik, Merežkovskij, K. Leont'ev, Berdjajev. T. Vihavainen a raison de s'attarder longuement sur le cas de Gor'kij, à la fois pour l'importance de cet écrivain dans les débats sur la fonction de l'intelligentsia face à la « menace » (petite) bourgeoise, mais aussi pour le rôle futur qu'assumera Gor'kij comme porte-parole officiel de l'idéologie bolchevique dans les sinistres années 1930. Au passage, l'auteur relève opportunément l'étrange connivence qui s'instaure objectivement entre l'auteur du roman *Mat' (La mère)*, les idéologues de la faction bolchevique et certains artistes avant-gardistes dans le commun rejet des valeurs humanistes traditionnelles stigmatisées comme « petites-bourgeoises » et l'exaltation de la violence révolutionnaire comme unique moyen de purifier radicalement la société future des miasmes de la vulgarité (*pošlost'*).

Le chapitre 2 (« La révolution et les révolutionnaires : théorie et pratique ») examine la mise en place, après le coup d'État d'octobre 1917, de l'utopie léninienne, dont le projet ultime est l'extirpation des mœurs petites-bourgeoises et le façonnement d'un homme nouveau. Les artistes avant-gardistes voient dans l'entreprise bolchevique l'occasion d'accomplir leur propre utopie et d'imposer leur dictature esthétique aux milieux artistiques. Cette tentative échoue, à cause de la méfiance instinctive du chef bolchevik vis-à-vis des intellectuels qu'il soupçonne d'être des porteurs de l'esprit petit-bourgeois, à cause aussi (et surtout) du peu de cas que l'« intellectuel » Ul'janov faisait des recherches formelles de l'avant-garde artistique (notamment futuriste). Revenant sur l'attitude de Gor'kij au moment des événements dramatiques de l'automne 1917 et de l'année 1918, l'auteur constate chez l'écrivain le refus passionné de la violence révolutionnaire et les attaques féroces qu'il lance contre celui qu'il considère comme le principal responsable des désordres et qu'il accuse — injustement — d'avoir failli à l'honneur de l'intelli-

gentsia. C'est à partir de ces années troublées de la guerre civile et du communisme de guerre que l'on assiste à l'extraordinaire changement de statut de vocables comme « intellectuel », « petit-bourgeois », etc., qui vont être désormais utilisés de manière polémique dans le combat que les bolcheviks vont engager, de manière implacable et opiniâtre, contre leurs ennemis de tout bord.

Le troisième chapitre (« Après la révolution ») est consacré à cette période de confusion extrême qui va durer jusqu'à l'instauration de la NEP, et au cours de laquelle vont se mettre en place, tant chez les détenteurs du pouvoir que chez les représentants de l'intelligentsia non engagée, les outils conceptuels de la lutte contre le *byt*, autre notion capitale dans l'économie discursive du pouvoir et de ses opposants dans les années 1920 et à l'analyse de laquelle le chapitre 4 (« Une trêve fragile ») réserve une large place. C'est en effet durant cette décennie que se déploient les plus vives discussions sur l'émergence, avec de nouvelles conditions de vie, relativement plus confortables, d'un nouveau type humain, le « citoyen soviétique », ébauche du futur « homme socialiste », mais encore potentiellement exposé au danger de contamination bourgeoise. Les écrivains sont mobilisés pour camper le type idéal du prolétaire conscient, discipliné, dévoué à la cause du parti bolchevik (Gladkov, Ostrovskij, etc.), mais c'est à partir de 1928 et du lancement du premier plan quinquennal que s'amorce, selon l'auteur, une véritable « révolution culturelle », dont l'étude fait l'objet du chapitre 5 (« La révolution culturelle : les années 1928-1931 »). Une véritable guerre contre la société civile est déclarée par le parti au pouvoir, au nom d'idéaux qui consonnent avec les lubies de Lenin (exacerbation de la lutte des classes, guerre totale engagée contre la bourgeoisie, grande et petite, éradication de l'instinct propriétaire chez les paysans avec la collectivisation des terres, extirpation des « préjugés bourgeois » dans la culture, etc.). La littérature est de nouveau convoquée pour appuyer le pouvoir (le cas le plus significatif étant celui de V. Majakovskij, mal payé de retour pour son engagement résolu dans la dénonciation du petit-bourgeois vulgaire), et Gor'kij, revenu en Russie au moment de l'abrogation de la NEP, reprend du service comme fidèle chien de garde de la nouvelle idéologie soviétique décrétée en 1931 par Stalin. L'écrivain se signale par ses invectives grossières contre les intellectuels occidentaux « bourgeois » qui critiquent l'Union soviétique et dénoncent le travail servile dans la « patrie du socialisme », il couvre de son autorité l'infâme publication sur les camps du canal Baltique-mer Blanche, et le sinistre exemple de cet écrivain cajolé par le pouvoir démontre le degré d'avilissement auquel était parvenue l'intelligentsia officielle à l'époque du stalinisme triomphant. Mais s'agit-il bien encore d'intelligentsia ?

Le chapitre 6 (« Le Nouveau Testament : la réhabilitation de l'intelligentsia ») montre dans une cruelle lumière l'évidente perversion des valeurs dans la société soviétique des années 1930 et la subversion du langage qui en est la conséquence la plus effrayante. Avec l'abandon de la « révolution culturelle » et l'instauration d'un « classicisme » stalinien dans la littérature et les arts, tous les termes des champs esthétique, éthique, politique sont redéfinis en fonction de la ligne générale décrétée par le parti qui, dès lors, s'arroge le rôle de « conscience » ou « cerveau » de la société. Ceux qui s'opposent à cette ligne sont évidemment stigmatisés comme « petits-bourgeois », « décadents », etc., et T. Vihavainen n'a guère de

peine à montrer que l'inversion des valeurs opérée par les bolcheviks se retourne contre eux et dénonce leur mentalité de médiocres petits-bourgeois conformistes et vulgaires. Le chapitre 7 (« La terreur sous Staline ») fait la revue de ces nouvelles « valeurs socialistes » ou « prolétariennes » inculquées par le régime : vigilance, contrôle, lutte contre le trotskisme et la duplicité, toutes vertus qui rapprochent ce régime des modèles fascistes contemporains, eux aussi soucieux de fabriquer un type d'individu inédit, plus proche de l'animal docile que de l'homme, au sens fort que les humanistes « bourgeois » du passé donnaient à ce vocable.

Le chapitre 8 (« Un monde sans petits-bourgeois : la nouvelle intelligentsia et le discours du socialisme soviétique ») fait la revue des qualités du *sovetskij pošljak* (« goujat soviétique ») créé par tout l'appareil de coercition du régime soviétique. La fameuse définition de la *pošlost'* (vulgarité, trivialité) donnée par V. Nabokov s'impose, et l'on ne peut que suivre l'auteur dans le verdict qui porte sur une « culture » fondée tout entière (et par la force) sur le mensonge, la cruauté, le mépris, la servilité, bref sur la négation systématique de toutes les valeurs de l'humanisme européen. La postface suit le devenir de cet *homo sovieticus* issu du dévoiement des valeurs du socialisme humaniste jusqu'à l'effondrement de l'empire soviétique, l'avènement d'une société enfin libérée de la peur et du mensonge et l'émergence d'une intelligentsia au vrai sens du terme de société d'hommes et de citoyens unis dans la communion des valeurs humanistes (tolérance, compassion, liberté, exercice d'une pensée dépourvue de préjugés et ennemie des dogmes). L'auteur va même jusqu'à parier que cette nouvelle intelligentsia russe issue des décombres du soviétisme sera capable d'apporter une vision nouvelle et moralement salutaire dans un monde dominé par l'esprit de consommation.

L'ouvrage de T. Vihavainen est intéressant, sérieux, solidement documenté et se lit effectivement comme un récit passionnant de bout en bout, un récit original qui narre les tragiques mésaventures de la classe intellectuelle russe sur près d'un siècle et son combat pathétique et donquichottesque contre les moulins du philistinisme. Mais la méthode manque de rigueur et le style désultoire entraîne bien souvent d'inutiles répétitions. Le mélange entre les genres est gênant : l'histoire politique, littéraire, culturelle se croise avec des développements journalistiques ou des essais de type littéraire. L'auteur a certes eu la sagesse d'annoncer ces défauts dans une sympathique *captatio benevolentiae* introductive, mais il n'a pas toujours su se démarquer du discours des idéologues qu'il cite abondamment : d'où, parfois, un étrange effet de complicité, ou, au contraire, quand la source citée est par trop révoltante de cynisme ou de naïveté, un effet contraire, mais non moins étrange, de distanciation ironique. Le plus grand mérite de ce travail est d'opérer une synthèse magistrale entre différentes positions que l'on connaissait déjà à l'état isolé, mais qui se trouvent ici réunies et confrontées dans le déploiement continu de l'histoire russe. Le lecteur ne pourra pas ne pas être sensible à l'éminente historicité des notions amplement débattues par l'auteur et à l'étonnante capacité de concepts socio-économiques à se muer en signes axiologiques. Le titre du livre résume à lui seul la tragique problématique de la classe intellectuelle russe : l'ennemi qu'elle a poursuivi avec tant d'acharnement était réellement un ennemi intérieur, et la lutte fanatique engagée contre l'hydre toujours renaissante de l'esprit petit-bourgeois

s'apparente fort, vue sur la longue durée et avec la distanciation intérieure qu'auto-rise à présent la disparition du « soviétisme », à un effrayant suicide collectif, celui d'une caste vouée, par essence, à la défense de valeurs indépendantes des contingences historiques, mais littéralement obsédée par la trace indélébile en elle du « péché » originel de la modernité, la mythique *pošlost* bourgeoise. C'est peut-être là le prix démesuré qu'a dû payer l'intelligentsia russe pour sa fidélité à une éthique héroïque et aristocratique, fondée sur l'idéal de l'homme intégral.

**Jean-Claude Lanne**

---

*David SCHIMMELPENNINCK VAN DER OYE, Bruce W. MENNING, eds.*

**Reforming the Tsar's army**

**Military innovation in Imperial Russia  
from Peter the Great to the Revolution**

Washington, D.C., Woodrow Wilson Center Press —  
Cambridge University Press, 2004, 361 p.

One of the most promising developments in our recent historiography of the Russian Empire has been a growing interest in military history. At first glance, this seems incongruous, because the Russian Empire always was a military state governed by men in uniform and expanding by military conquest to incorporate an enormous area from the Oder to the Pacific and from the White Sea to the Black and Caspian Seas. But the “community of scholars” had other priorities, notably in social and cultural history, neglecting not only military history but also foreign policy, law and economics. For this reason alone, both editors must be congratulated for giving us a handsomely produced collection of essays devoted to reforms in the Russian army.

It consists of fifteen articles discussing a variety of topics: the universal military service law of 1874 (Robert F. Baumann); the multiethnic composition of the army (Mark von Hagen); the Russian Boy Scouts (David R. Jones); strategic railroads (Jacob W. Kipp); three pieces on military intelligence (D. Schimmelpenninck van der Oye, Gudrun Persson, and David Alan Rich), and one on the military press (Willis Brooks); the impact of the wars with Napoleon and in the Caucasus (Frederick W. Kagan and Dmitrii I. Oleinikov); three contributions on personalities by Paul Bushkovich, B. W. Menning and Oleg Airapetov. The volume concludes with three essays: a “book review” by David M. McDonald pointing to the disdain in which Russian military history has been held until now, and two thoughtful pieces by Dennis Showalter and William E. Odom, the latter raising questions (not systematically asked in this volume) which “ought to be asked.” All in all, a very valuable contribution to Russian military history which will challenge historians to develop some of the issues raised here and more.

Some readers may object, for example, to the overwhelming preponderance given to the post-1855 period and the neglect of the eighteenth century. This is not unusual, but it is regrettable. The two and a half centuries from 1650 to 1917 included

two very different periods: one from the 1650s to the 1830s: a dynamic period, when the Russians were on the offensive, confident in their strength and successful in their determination to establish their hegemony in Eurasia; the other was marked by self-doubt, an inability to cope with mounting economic and financial problems, when the rise of Germany and Japan placed the Russians on the defensive. The emphasis placed in this book on the second period conveys that pessimistic outlook. Certainly, no one steeped in the earlier period would have written that Russia was engaged in “a constant race to avoid oblivion” (p. 1) or that the discovery that the Russian army was incompetent was shocking (p. 326). Peter I, Rumiantsev, Suvorov, Kutuzov, and Dibich would turn in their graves.

A second reservation concerns the “general staff”: two pieces discuss this issue and others make a reference to it, but the whole issue remains unclear. It is not entirely true that the relationships between the “general staff” and the War Ministry were not well thought out in 1812-1815. The division was not so much between the line and supply agencies as a territorial one: the territories occupied by the army or armies in the field were under their commanders in chief and had their own supply agencies; the others came under the War Ministry. The question should have been asked why a general staff existed only during the war of 1812 (and until 1832): was not its creation connected with Russia’s strategy on an all-European scale and with unprecedented numbers in the field? Could it be that save for this exceptional case, such a staff was not necessary because fighting in the same theaters war after war predetermined how such and such a war was to be fought?

These are only some of the many questions which this book raises and which it could not answer for lack of space. But we must all be grateful for its appearance and wish it will encourage scholars and doctoral students to take up more of these issues which, as General Odom suggests, “ought to be raised” in this new field of Russian military history.

**John P. LeDonne**

---

*I. A. HRISTOFOROV*

**« Aristocratičeskaja » opozicija Velikim reformam  
Konec 1850-seredina 1870 gg.**

(L’opposition « aristocratique » aux Grandes Réformes

Fin des années 1850-milieu des années 1870)

Moscou, Russkoe slovo, 2002, 430 p.

Y a-t-il eu un « parti » aristocratique en Russie qui se serait opposé aux Grandes Réformes d’Alexandre II, et si oui, quel fut-il ? C’est à cette question, récurrente apparemment, que s’efforce de répondre Igor Hristoforov dans son premier ouvrage qui, à n’en pas douter, fera date par sa nouveauté dans l’historiographie de cette période.

Neuve, cette recherche l’est à de nombreux titres. Par sa base documentaire d’abord. I. Hristoforov ne s’est pas contenté de réexaminer les nombreux matériaux

déjà publiés, notamment tous ceux qui s'attachent à l'abolition du servage, par exemple les volumineux *Matériaux des Commissions de rédaction (Materialy Redakcionnyh komissij)*, les *Journaux* des comités gouvernementaux des affaires paysannes ainsi que les nombreux mémoires, correspondances et journaux intimes déjà publiés. Il s'est plongé dans une masse très impressionnante d'archives pratiquement inexploitées : journaux des comités provinciaux de la noblesse, mémoires, notes, correspondances adressés par différentes personnalités aux instances supérieures, et notamment au Comité en chef des affaires paysannes (*Glavnyj komitet po krest'janskomu delu*), papiers et correspondances conservés dans les fonds des ministres de l'Intérieur Lanskoj et Valuev, des frères Miljutin, du prince Čerkasskij, du comte Vladimir Petrovič Orlov-Davydov, des Bobrinskie, matériaux de la Commission pour la réforme des institutions des provinces et des districts, chargée de la réforme des *zemstva*, etc. Bien des documents ont été ainsi étudiés pour la première fois, par exemple le journal du comte Orlov-Davydov, les parties inédites du fameux journal de Dmitrij Miljutin, ou encore cette note, citée en annexe et en tout point remarquable, du prince A. I. Vasil'čikov, consacrée à la police secrète en Russie.

La nouveauté de l'ouvrage tient aussi à son sujet et à la façon dont l'auteur le traite. Comme on le sait, l'abolition du servage a donné lieu à une bibliographie abondante, tant en URSS, avec par exemple les ouvrages de Zajončkovskij, Družinin, Zaharova, que dans les pays occidentaux, dans les travaux de Terence Emmons, de George Yaney ou de Daniel Field. Dans son introduction, puis à de nombreuses reprises au cours de ses développements, l'auteur critique un certain nombre de stéréotypes qui s'étaient formés ici et là, et dont l'origine est souvent intéressante. Le principal d'entre eux était qu'un parti de nobles « conservateurs », partisans du servage (*krepostniki*), se fût opposé, non sans une certaine efficacité, à la réforme. Cette idée fut particulièrement répandue parmi les auteurs soviétiques, qui voyaient derrière l'action des réformateurs la main fort peu visible d'une révolution bourgeoise, tandis que les suppôts du servage représentaient selon eux des vestiges encore vivaces du monde féodal. L'auteur montre fort bien que ce cliché ne venait pas seulement des orientations idéologiques propres à l'historiographie de la période soviétique ; il provenait, en amont, de l'étiquette que les adversaires directs des « aristocrates », les « bureaucrates éclairés » tels Nikolaj Miljutin (selon l'heureuse expression de Warner Bruce Lincoln dans son ouvrage du même titre), et les slavophiles comme Čerkasskij — évitons le terme de « libéraux » qui est trop flou et anachronique — leur avaient attribuée. C'est ainsi que l'expression « droits seigneuriaux » (*votčinnye prava*), qui avait été un cheval de bataille des « conservateurs », avait été dénoncée par les libéraux comme une preuve de leur « féodalisme », alors qu'il s'agissait en fait pour eux de défendre le droit de propriété contre les intrusions de l'État.

Hristoforov s'intéresse donc à un groupe, mieux vaudrait dire à une mouvance ou à une constellation, de personnages proches de la cour. Certains d'entre eux étaient présents au sein du Conseil de l'Empire ou du Sénat et jouissaient de la sympathie de très hauts responsables comme Šuvalov et Valuev, ou encore le maréchal Barjatinskij. Outre les noms d'Orlov-Davydov, des Bobrinskie, on trouve ceux de N. A. Bezobrazov, de A. I. Platonov, de V. A. Dolgorukov, de P. P. Gagarin, etc., qui exercèrent fréquemment une influence à la tête ou au sein d'assemblées de la noblesse. La période étudiée court des débuts de la réforme agraire en 1857 jusqu'en 1875, soit

après le limogeage (en 1874) du comte Petr Andreevič Šuvalov, chef des gendarmes et de la III<sup>e</sup> section, et l'un des chefs de file de l'opposition « aristocratique ».

Ce groupe, Hristoforov en analyse excellemment les logiques et les orientations qu'on pourrait résumer par trois traits : la répugnance à voir l'État intervenir dans les affaires rurales, autrement dit dans les rapports entre seigneurs et paysans ; une certaine inspiration libérale (au sens vrai du mot, tel qu'on l'utilise en Occident) qui repose sur une défense de la propriété individuelle, noble bien sûr, mais aussi paysanne ; et enfin le désir de poursuivre l'affranchissement de la noblesse en lui insufflant un esprit d'autonomie et en obtenant pour elle la haute main sur l'administration des districts ruraux, non pas en tant qu'agents de l'État mais sur le modèle de la *gentry* anglaise qui était leur référence explicite. Comme on le voit, on est loin d'un programme de maintien du servage. Cette mouvance ne mettait pas en doute la nécessité de la réforme, elle en contestait les grands choix : le fait qu'elle soit réalisée sous la contrainte — et donc avec intervention de l'État —, l'affranchissement de la paysannerie de la tutelle nobiliaire, et pis encore son assujettissement à la tutelle communautaire avec, au-dessus, encore une fois, celle de l'État. En même temps, les opposants « aristocratiques » savaient fort bien qu'on ne pouvait affranchir les paysans sans leur donner des terres à exploiter, sous peine de déclencher un véritable séisme social, et c'est cette nécessité (qui guida les réformateurs dans leurs choix) qui plaça l'opposition dans des contradictions à peu près insolubles. Comme l'écrit l'auteur, et sans doute à juste titre, les choix devant lesquels étaient placés les réformateurs étaient en réalité très étroits, si étroits qu'on peut à peine parler de choix.

Le propos de Hristoforov excelle par sa prudence, son sens des nuances et sa justesse de ton, ce qui ne l'empêche pas, comme on l'a vu, de s'attaquer à un certain nombre d'idées reçues. L'une des grandes originalités de ses analyses est qu'elles s'appuient non pas seulement sur les positions exprimées par les uns et les autres, mais aussi sur les jugements que les acteurs portaient sur leurs amis et ennemis dans leurs correspondances, journaux et mémoires. Cette méthode lui permet de cerner au plus près les réseaux de relations au sein et autour de la cour et aussi de tester les positions des uns et des autres par le regard d'autrui. L'une des questions les plus délicates qu'il a eu ainsi à résoudre était de mesurer le degré de cohésion et de force de l'opposition « aristocratique ». Sur ce plan, l'auteur ne souscrit pas à la thèse des « deux partis », « conservateur » et « libéral » qui auraient divisé la noblesse (c'était un peu la vision de T. Emmons dans son ouvrage), mais refuse aussi de croire que l'opposition « aristocratique » eût été un épouvantail, en grande partie fabriqué par les réformateurs pour servir leurs besoins tactiques (D. Field). Fortement inscrite dans la chronologie, son étude permet de mesurer les progrès de l'opposition, ses tentatives d'implantation dans les assemblées provinciales de la noblesse, ses succès relatifs après le tournant « conservateur » de 1866 et sa défaite quasi définitive après 1875 puisque, comme il le démontre avec une grande perspicacité, le programme des conservateurs des années 1880 (défense de la communauté rurale) était diamétralement opposé à celui de l'opposition « aristocratique » des années 1850-1870 qui détestait la communauté.

Cette mouvance était-elle effectivement « aristocratique » ? Ce problème, bien que très clairement posé par l'auteur dans son introduction, reste un peu oublié dans ses développements, peut-être parce que, comme il l'écrit lui-même, il n'est guère facile

de distinguer un tel groupe du reste de la noblesse. Bien entendu il existe bien, au sein de celle-ci, un ensemble de familles qui sont à la fois pourvues de grandes richesses foncières et qui occupent des postes clés dans l'armée et la haute administration. Mais l'ouvrage de I. Hristoforov tend à montrer que si l'opposition « aristocratique » se recrutait principalement dans ce groupe, elle ne le recouvait guère et que surtout, son « aristocratie » relevait davantage d'un idéal politique (l'Angleterre telle que ces « aristocrates » la voyaient) que d'un intérêt structuré et ancré dans des pratiques sociales. La mouvance « conservatrice » (mais peut-on lui appliquer ce terme si ses idéaux relevaient d'un véritable bouleversement politique en Russie ?) n'était finalement guère plus unie, guère plus cohérente que les « aristocrates » de 1730 ou des années 1760 : à cet égard, le très neuf et excellent ouvrage de I. Hristoforov prolonge de façon décisive les meilleures études de la noblesse russe, qui fut toujours en mal de son affranchissement, même lorsque l'actualité commandait celui de ses paysans.

### Wladimir Berelowitch

---

Chris J. CHULOS

#### **Converging worlds**

#### **Religion and community in peasant Russia, 1861-1917**

DeKalb, Northern Illinois University Press, 2003, 201 p.

Chris Chulos's study of peasant religious practice in the late imperial period makes a distinctive contribution to the enthusiastic, multi-voiced chorus of new works on Russian Orthodoxy. Chulos begins with a refreshingly personal and direct criticism of the artificial, but fervently sustained division between intellectually informed Orthodoxy and "unschooled faith." As he eloquently suggests, peasant practitioners of Orthodoxy easily integrated ritual and theology; their religion was no less real than that of intellectuals and church authorities schooled in religious thought. Chulos is similarly and satisfyingly critical of the secular prejudices of historians and ethnographers. Their disparaging categories, such as "*perezhitki*" (vestiges), relegated religious practice to an outmoded, superstitious past.

Freed from these conventions, Chulos focuses on religion in peasant villages of Voronezh province—chosen for its related images of backwardness and authenticity—over the last half century of tsarist rule. *Converging Worlds* describes peasants' engagement with Orthodoxy through several fascinating lenses. Most evocative of the ways that ordinary Orthodoxy was practiced in the provinces are Chulos's accounts of peasants' pilgrimages to shrines, their campaigns to control "their" local icons, their willingness to spend time and resources on persuading church authorities to rid them of egregiously incompetent priests, their efforts to build or move local churches. These homely, personal stories provide a sense of everyday ways of religious expression and organization in the Russian countryside.

As the title of the book suggests, Chulos puts these stories of religious expression into a larger context. He argues that events such as canonization of local saints bound peasant communities to the empire. The localization of Orthodox

religious symbols in these celebrations “helped to create a mosaic of unequal and adjustable parts that came to signify Russia” (p. 5). Local stories about place names with their references to heroes and achievements of Russian history are cited as further evidence for the connection of remote villages to the larger polity.

The thesis that religious activism enhanced linkages between peasants and the state is persuasive and important, but it is not consistently maintained throughout the book. Instead, Chulos also tries to fit his story into more conventional narratives of secularization, modernization, imperial doom, and national identity. His convincing description of peasants’ vigorous religious practice, their political activism through petitions and their energetic efforts to control resources clashes with a second line of argument that reduces sixty years and several generations of peasants’ experiences to a struggle between stable, comforting “tradition” and cold, urban “capitalism.” This baffling reversion to conventional and highly abstract characterizations of both peasantry and economy may be connected to the uneven source base of the book. The strongest parts of the text derive from Chulos’s readings of peasant petitions and local newspapers, while other sections are drawn uncritically from contemporary or later ethnographers who had their own views of peasant culture or from secondary sources. Chulos falls into the all too frequent practice of claiming to know what peasants thought, rather than basing his analysis more cautiously on what they wrote or did.

Despite these vestiges of secular historiography, *Converging Worlds* effectively displays the vitality of popular religious practice in the post-emancipation period. It is not an easy task to uncover the ways that rural people practiced Orthodoxy, but this book offers a glimpse of the hundreds of thousands of individual peasants who participated in canonizations, traveled to shrines, purchased pamphlets describing lives of saints, borrowed books from parish libraries.

As Chulos shows, many peasants cared enough to petition authorities to improve the quality of religious services; they made legal efforts as well to contest the allocation of land between villages and priests. These actions speak not for a single peasant way of life, but for the multiple and varied interests of rural people, and their informed engagement with administrative and religious institutions. *Converging Worlds* makes this dynamism, energy, and knowledge central to the ways that peasants practiced Orthodoxy.

**Jane Burbank**

---

*Iain LAUHLAN*

**Russian hide-and-seek**

**The tsarist secret police in St. Petersburg, 1906-1914**

Helsinki, Finnish Literature Society, 2002, 405 p.

(*Studia Historica*, 67)

Étudier le fonctionnement et les missions de l’Okhrana et en explorer les arcanes durant la plus grande partie du règne de Nicolas II pouvait paraître une gageure. Sur

la base des dossiers conservés au GARF (Archives de la Fédération Russe) et à la Hoover Institution, et armé d'une abondante bibliographie, l'auteur parvient très largement à relever ce défi et à répondre aux innombrables questions que se pose son lecteur sur une institution qui avait succédé en novembre 1880 à la III<sup>e</sup> section abolie trois mois plus tôt, en pleine « dictature du cœur et de l'esprit », par Loris-Melikov.

Mais, alors que la III<sup>e</sup> section, qui avait survécu aux « réformes libérales » des années 1860, était rattachée directement à la Chancellerie impériale, Loris-Melikov avait, quant à lui, subordonné l'Okhrana au ministre de l'Intérieur et l'avait fermement invitée à s'en tenir au strict respect de la légalité. À tort ou à raison, l'Okhrana nouveau-née n'en avait pas moins hérité de la réputation sulfureuse de sa devancière. À l'étranger notamment, où elle n'était guère connue qu'à travers les virulentes critiques des adversaires du régime tsariste, recueillies avec complaisance par un Occident où le despotisme autocratique et son expansionnisme latent n'avaient pas bonne presse. Et cette « fécondation croisée » (p. 37) entre opposants russes et méfiance occidentale avait suscité le « mythe » d'une Okhrana toute-puissante peu conforme à la réalité. Car la réputation ainsi faite à la Russie ne saurait occulter le fait que celle-ci n'était pas la seule à entretenir une police politique et qu'elle s'était même largement inspirée pour ce faire des conseils et des pratiques de l'Occident qui n'a pas témoigné à ce sujet, nous rappelle opportunément l'auteur (p. 59), la même curiosité.

Cela posé, Lauchlan précise et détaille la structure de cette institution et ses multiples ramifications : agences, départements, sections et secrétariats, pilotés à partir de la centrale de Saint-Petersbourg (« Fontanka 16 »), et il nous en offre des organigrammes précis et éclairants (p. 80, 94, 100). Si bien que le lecteur désireux de savoir quelles étaient exactement les fonctions (et à quelle date) des Gerasimov, Lopuhin, Račkovskij, Zubatov ou Džunkovskij (pour ne citer qu'eux) trouve au fil des pages réponse à ses questions ; et il apprend également à distinguer les différentes catégories de collaborateurs plus ou moins bénévoles de la (modeste) pieuvre qu'était l'Okhrana : des simples informateurs occasionnels (ou *štučniki*) ou des « limiers » (*filěry*), aux révolutionnaires retournés, aux agents attirés et aux « collaborateurs secrets » qui constituaient, quant à eux, « les yeux et les oreilles » de l'Okhrana, et qui n'étaient affectés, pour éviter de les compromettre, qu'aux missions les plus délicates.

Pour remplir toutes ces tâches, l'Okhrana ne disposait toutefois que d'effectifs relativement modestes : quelque 2 000 personnes tout au plus les meilleures années, dont plus de 250 *filěry* à Saint-Petersbourg, soit un total bien inférieur à ce qu'estimaient les révolutionnaires, leurs principales victimes (p. 199-200). Très largement surfaite, la réputation d'omniprésence et de toute-puissance attribuée à l'Okhrana reflétait avant tout la réelle efficacité de cette institution au budget limité certes, mais qui s'était dotée de fichiers méticuleusement tenus et qui travaillait de concert, entre autres, avec le Corps des gendarmes.

Créé en 1826, ce Corps des gendarmes aux uniformes bleu drapeau constituait pour ainsi dire le bras séculier de l'Okhrana, tout comme naguère de la III<sup>e</sup> section. Mais la collaboration entre les bureaucrates de l'Okhrana et les militaires qu'étaient les gendarmes n'était pas toujours au beau fixe, souligne l'auteur : attachés à leur

statut militaire non moins qu'à leur éthique professionnelle, les gendarmes se considéraient en effet comme un corps d'élite, et ils avaient tendance à voir dans les enquêtes politiques un « sale boulot » (p. 158), pour reprendre l'expression de Gerasimov, quitte à prêter le flanc aux accusations d'amateurisme de la part des *ohranniki*.

Là n'étaient pas au demeurant les seuls collaborateurs de l'Okhrana qui travaillait également avec les services des postes et qui disposait, dans le plus parfait secret, d'un cabinet noir dans la plupart des bureaux de poste. Les postes dépendaient en effet du ministère de l'Intérieur, tout comme l'Okhrana à laquelle leurs services n'avaient rien à refuser. Par contre, cette dernière n'entretenait qu'une collaboration occasionnelle avec la Sûreté militaire, dont les agents mettaient leur point d'honneur à travailler au grand jour et étaient pour cette raison jugés « naïfs » par leurs collègues de l'Okhrana. Enfin, celle-ci n'entretenait aucun rapport, ou presque, avec l'Okhrana de la Cour impériale, créée en 1905, et dont le responsable pouvait faire rapport directement au tsar, à la différence du directeur de l'Okhrana qui ne bénéficiait pas d'un statut aussi prestigieux.

Un instant menacée par la révolution de 1905 à laquelle ses responsables avaient redouté qu'elle ne survivrait point (p. 232), l'Okhrana n'avait pas tardé à reprendre du service, tout en modifiant quelque peu, nous précise l'auteur, son *modus operandi*. Son travail se fait dès lors beaucoup plus sélectif : elle cherche davantage désormais à s'informer et à surveiller, et elle cible mieux ses arrestations afin de démoraliser ses adversaires et de les réduire à l'impuissance. C'est ainsi notamment que les congrès successifs de la social-démocratie de Russie n'avaient aucun secret pour elle (p. 253-255), et que, sans même parler de son agent secret Malinovskij, ses collaborateurs étaient nombreux, on le sait, dans les rangs tant bolcheviks que mencheviks, mais aussi S.-R. Ce noyautage démoralisera profondément le parti S.-R. et amènera ses leaders à douter du bien-fondé de leur stratégie terroriste à l'heure où l'affaire Azef venait de détruire le « halo romantique » qui entourait depuis trente ans le mouvement terroriste (p. 323).

En dépit de ses succès, l'Okhrana, dont la mission était, tout comme celle de la III<sup>e</sup> section, de « veiller au bien public » et de préserver le régime impérial, n'avait pas bonne presse au sein même de la société qu'elle était chargée de protéger. User de déguisements et avancer masqué pour traquer opposants et révolutionnaires était jugé contraire à l'honneur de l'uniforme (p. 171). C'est pourquoi les membres de l'Okhrana feront toujours plus ou moins figure de réprouvés, et ils seront bien souvent considérés comme moralement inférieurs aux révolutionnaires, dévoués quant à eux à un idéal (p. 214), au point de bénéficier de complicités inattendues. Non seulement les cibles de l'Okhrana trouvaient à l'occasion appuis et protection dans les plus hautes sphères de la société, mais il n'était pas rare que les procureurs s'abstiennent de donner suite aux dossiers communiqués par l'Okhrana ou les gendarmes et de traduire les intéressés devant la justice. Les exemples ne manquent pas, et ces préventions des milieux cultivés ou libéraux vis-à-vis des services chargés de protéger un régime décrié auraient mérité une analyse approfondie.

Cette réserve ne diminue en rien l'intérêt de cet ouvrage qui évoque également l'esprit de corps et les rivalités ou les frictions entre les services intéressés, ainsi que le « clientélisme » et les réseaux d'influence qui soudaient entre eux les différents

acteurs de cet univers presque exclusivement masculin. Chemin faisant, le lecteur trouvera également dans les derniers chapitres quelques développements bienvenus sur plusieurs affaires retentissantes, telles que le pseudo-attentat raté (janvier 1907) contre Witte, qui n'en sort pas grandi, ou sur l'attentat, bien réel cette fois, contre Stolypin (août 1907), et sur celui qui devait lui coûter la vie. Un assassinat bien fait pour illustrer les limites de cette lutte où révolutionnaires et Okhrana usaient de méthodes comparables, au point que l'on ne savait plus très bien qui de l'Okhrana ou des révolutionnaires avait emprunté les méthodes de l'adversaire. Mais pourquoi avoir rejeté en conclusion (p. 373-375) la machination policière mise à profit par Stolypin pour dissoudre la deuxième Douma et modifier, illégalement, les Lois fondamentales promulguées un an plus tôt ? Et pourquoi passer sous silence, semble-t-il, l'attentat monté contre Nicolas II (avril 1907) dans des conditions également suspectes ?

Concernant la Douma, le lecteur trouvera des indications plaisantes sur l'infiltration de ses députés par l'Okhrana qui « perlustrait » (tel est le terme officiel) toute leur correspondance ; ou sur son dédain pour les libéraux chez qui « tout se déroulait au grand jour et où il n'y avait rien à espionner (p. 312). Seul Miljukov faisait l'objet d'une attention moins distraite, car les responsables craignaient, du fait de ses contacts avec les milieux socialistes, qu'il ne s'emploie, comme en 1905, à la reconstitution d'un front anti-autocratique uni, et que les cadets ne jouent ainsi le rôle d'un cheval de Troie de la révolution. Par contre, l'Okhrana ne parviendra jamais, à en croire l'auteur, à pénétrer les loges franc-maçonniques, dont on connaît le rôle en février 1917 et lors de la constitution du premier gouvernement provisoire qui ne comptait pas moins de six ministres francs-maçons. Retenons enfin que l'Okhrana s'intéressera dès avant le début des hostilités au rôle de l'aviation en matière de renseignement sur l'ennemi, et qu'elle sera l'une des premières à envisager que l'aviation pourrait servir à des opérations terroristes. Preuve supplémentaire, s'il en était besoin, de la clairvoyance et du pragmatisme que l'auteur prête à une institution moins conservatrice qu'on ne le croit communément.

Bien entendu, un tableau aussi fouillé et ambitieux ne saurait éviter inexactitudes ou lacunes. Notons que Gapon ne saurait être donné dès avant le 9 janvier 1905 pour un agent de l'Okhrana, et que la seule existence de la Douma interdit d'affirmer que « les partis d'opposition ne furent jamais légalisés » passé 1905 (p. 239). Ou encore que l'Okhrana n'eut, jusqu'en 1907, « rien de mieux en tête que de survivre ». Ainsi encore, pour nous en tenir là, le lecteur regrettera-t-il la brièveté des passages consacrés à la Section de Paris qui supervisait toutes les autres sections étrangères, et dont il n'est pas douteux que le directeur Račkovskij ait bien inspiré l'auteur du *Protocole des Sages de Sion*.

Coups tordus, barbouzes, guerre des polices, cabinets noirs, honorables correspondants, officiers traitants ou fuites ciblées : le lecteur sait bien de nos jours que la Russie était loin d'avoir le monopole de la police secrète, qu'elle partageait avec bien d'autres États européens. Reste toutefois que, à la différence de ces derniers, l'Okhrana habitua les responsables à compter sur la police pour résoudre les problèmes politiques ou sociaux, et aboutit ainsi à repousser les réformes indispensables. Là est sans doute la principale raison de son impopularité auprès de la « société » et de ses élites, intellectuelles notamment, qui voyaient dans l'Okhrana

et le Corps de gendarmes des « piliers de la réaction » et, partant, des ennemis de la société cultivée, dont ils étaient pourtant chargés d'assurer la défense.

En réalité, la mission confiée à l'Okhrana (tout comme précédemment à la III<sup>e</sup> section) était toujours d'assurer, comme Nicolas I<sup>er</sup> l'avait précisé à Benken-dorf, la protection des faibles (« la veuve et l'orphelin ») et de maintenir l'ordre tout en veillant à la bonne santé morale de la société. Héritées du XVIII<sup>e</sup> siècle et de l'Ordonnance de Catherine II sur la police (avril 1782), ces préoccupations moralisatrices et cette conception de la police comme le médecin de la société étaient celles du *Polizeistaat* (ou État « policé ») des despotes « éclairés » et des caméralistes du XVIII<sup>e</sup> siècle. Or, avec le recul des monarchies absolutistes et les progrès des régimes représentatifs fondés en droit, les tâches de la police avaient évolué : elles ne consistaient plus à « veiller à la pureté des mœurs » ou à soigner et à guérir la société de ses maux, mais à poursuivre au nom de la loi les délits et les crimes prévus par le code pénal, et eux seuls.

Nicolas II ne saura toutefois pas gérer cette transition du *Polizeistaat* du XVIII<sup>e</sup> siècle au *Rechtsstaat* moderne, et il continuera, comme ses prédécesseurs, à s'appuyer sur une police politique secrète, ruineuse pour la réputation de l'autocratie, à l'étranger plus encore qu'en Russie où l'arbitraire continuait trop souvent à faire loi. De ce point de vue, l'Okhrana, nullement réactionnaire en elle-même, s'avèrera une arme à double tranchant, plus dommageable que profitable au régime impérial ; et elle se verra logiquement dissoute dès les premiers jours de la révolution de Février, qui entraînera également le suicide de Zubatov.

Même si le lecteur ne souscrit pas sans réserves aux quelques comparaisons établies, chemin faisant, par l'auteur entre Okhrana et Tchéka, cet ouvrage bien documenté, mérité le détour : accompagné de nombreuses et précieuses notes, il apprendra au profane tout ce qu'il avait toujours désiré savoir sur le sujet sans bien savoir à qui s'adresser, et il rendra service (malgré quelques flottements de plan et une pointe de moralisme) même à ceux qui ont, ou croient avoir, une bonne connaissance du sujet.

**François-Xavier Coquin**

---

*Fedor Aleksandrovič GAJDA*

**Liberal'naja opozicija na putjah k vlasti (1914-vesna 1917 g.)**

(L'opposition libérale en route vers le pouvoir, 1914-printemps 1917)

Moscou, ROSSPEN, 2003, 432 p.

Le libéralisme politique et les libéraux suscitent de l'intérêt en Russie aujourd'hui, du moins chez les historiens. La publication de la thèse que le jeune historien russe Fedor Gajda a consacrée à l'action politique des libéraux russes dans les années 1914-1917 n'est pas un acte isolé. Elle constitue une manifestation supplémentaire de l'attention prêtée par les Russes, depuis le début des années 1990, à l'histoire de leurs premiers partis politiques, nés au début du XX<sup>e</sup> siècle et dont les luttes ont conditionné dans une large mesure le sort du pays en 1917. Les éditions moscovites

Rosspen, qui publient le livre de F. Gajda, ont beaucoup contribué à faire connaître cet aspect longtemps négligé de l'histoire russe contemporaine, principalement à travers la publication de recueils de documents. L'ensemble éditorial que ces volumes composent a été jugé suffisamment remarquable pour qu'on parle à leur propos d'une « nouvelle histoire politique » ou, au moins, d'une renaissance de l'histoire politique en Russie<sup>1</sup>.

Le livre de F. Gajda est un produit individuel très abouti de cet intérêt collectif pour l'histoire politique, qui a fait une large place à l'étude des partis et des acteurs politiques de la tendance « libérale », selon la terminologie de l'époque. Son travail a d'abord le mérite de se distinguer d'autres ouvrages récents consacrés aux « libéraux », souvent limités à une approche biographique, si ce n'est hagiographique. Il manifeste en effet le souci de fournir une interprétation globale du rôle politique de ces libéraux dans la période de la guerre jusqu'au moment de leur arrivée au pouvoir.

Au point où commence son entreprise, l'auteur a affaire à deux traditions historiographiques principales. D'une part, il existe un schéma persistant, hérité des historiens soviétiques, mais qui a, ô combien, influencé leurs collègues étrangers, avec lequel F. Gajda rompt vigoureusement. Il consiste en l'idée d'une révolution de Février au caractère « bourgeois » par nature et révolutionnaire par erreur, qui suppose une sorte de progression nécessaire (et, bien entendu, triomphale) entre cet épisode et la seconde révolution, celle d'Octobre. L'un des buts de l'auteur est de réfuter ce schéma, en montrant d'abord que les « libéraux », en premier lieu les chefs du parti constitutionnel-démocrate (les cadets), étaient tout, sauf des contre-révolutionnaires. Sa démonstration à cet égard est sans faille.

D'autre part, la recherche de F. Gajda peut également être située par rapport au débat récurrent, chez les historiens occidentaux cette fois, qu'avaient ouvert et nourri dès les lendemains de la révolution les plus notables des « libéraux » émigrés, au premier rang desquels V. Maklakov et P. Miljukov. Ce débat portait, au fond, sur la nature réelle du « libéralisme » russe des années 1905-1917, et en particulier sur l'idéologie du parti constitutionnel-démocrate. L'enjeu central en était la comparaison, explicite ou implicite, avec le modèle libéral occidental. F. Gajda n'est pas dupe des justifications *a posteriori* apportées par les uns et par les autres à leurs actions personnelles, ni de leurs accusations réciproques. Mais son approche, qui caractérise le « libéralisme » russe de cette époque comme relevant fondamentalement d'un « radicalisme », sans rapport direct avec le libéralisme européen, s'inspire clairement des termes de cette controverse-là. De plus, elle contredit surtout la version donnée par celui qui était le leader principal des cadets durant la période étudiée, P. Miljukov.

Toutefois, convaincu des limites de ces deux cadres historiographiques, et de leur ancrage dans une conjoncture idéologique qui appartient au passé, F. Gajda s'est fixé un objectif général d'un autre type. L'enjeu principal dans la compréhension de l'action politique des libéraux n'est pas, selon lui, de nature idéologique, ou plutôt il ne saurait être restreint à cet aspect-là. Il réside davantage dans la confrontation entre, d'une part, la conception du pouvoir que les « libéraux » ont développée, dans un contexte où le régime impérial apparaissait de plus en plus affaibli, et, d'autre part, leur comportement politique, aussi bien quand ils tentaient d'arriver au

pouvoir qu'au moment où ils étaient effectivement en position de l'exercer. L'investigation de F. Gajda repose par conséquent sur la conviction que seule une approche pragmatique de l'histoire politique de la Russie en révolution est susceptible de fournir des éléments d'appréciation valables sur l'action politique des libéraux.

L'auteur propose ainsi une chronique de l'activité des personnalités et des groupes dirigeants libéraux, principalement ceux du parti constitutionnel-démocrate, dans l'opposition au régime tsariste, puis lors de leur passage au gouvernement. Il utilise pour ce faire des sources variées, avec une prédilection notable pour les comptes rendus des réunions politiques, jusque-là négligés au profit des déclarations officielles à usage externe. Il s'agit au final pour l'auteur d'expliquer quelle idée du « pouvoir » et de l'État s'est formée chez les cadets, et de décrire le « mécanisme du pouvoir » qui se met en place sous le gouvernement provisoire jusqu'au printemps 1917. F. Gajda se méfie de la confusion, trop fréquente selon lui chez les historiens, entre la dimension formelle, juridique en particulier, des déclarations convenues des libéraux sur « le gouvernement » et « la démocratie », et leur pratique effective du pouvoir. C'est la cohérence et l'efficacité de l'action politique qu'il veut jauger.

L'auteur dégage une première phase qui commence avec la guerre et qui débouche sur la naissance de la coalition parlementaire libérale dite du « bloc progressiste », en septembre 1915. Durant cette période, les cadets, et Miljukov au premier chef, ont montré selon lui leur volonté d'empêcher toute solution concrète de réorganisation d'un « pouvoir » dont ils ne voulaient plus. Pour eux, il n'était pas question de chercher un compromis avec le régime, mais il ne fallait surtout pas non plus que leurs concurrents libéraux, octobristes ou progressistes, y parvinssent de leur côté. C'est donc une logique essentiellement partisane qui est mise au jour, et F. Gajda le fait de manière très méticuleuse, en examinant surtout les rapports de force au sommet du parti et dans la concurrence avec les autres mouvements politiques, mais aussi en montrant les perceptions différentes entre militants politiques de province et dirigeants dans la capitale.

Pour les libéraux, une période d'incertitude succède aussitôt à la constitution du bloc progressiste, par suite du raidissement du régime qui n'est toutefois pas en état de le transformer en véritable « réaction ». F. Gajda repère surtout dans cette phase les éléments qui témoignent de l'attentisme des cadets, de leur adhésion à l'idée d'une révolution, toujours vue comme « inévitable » sans pour autant qu'ils s'y préparent le moins du monde. C'est toujours une forme de refus calculé des responsabilités qui caractérise leur stratégie, selon l'auteur. Bien plus, ce même trait se retrouve dans leur action « révolutionnaire » en février-mars 1917. Il en est ainsi de leur tentative, vouée à l'échec, de se prévaloir de la légitimité juridique de l'ancien ordre qu'ils avaient rejeté, quand ils tentent d'organiser la succession de Nicolas II et une forme de continuité du pouvoir. Les conséquences pratiques de cet état d'esprit chez les cadets se traduisent, selon l'auteur, dans la troisième phase qu'il étudie : celle de leur domination éphémère au sein du gouvernement. Là, ils œuvrent pour conserver à leur parti sa capacité d'influence, mais refusent d'assumer clairement les responsabilités du pouvoir. Ils ont tous les rouages en main, dit F. Gajda, mais ils n'en font rien et n'ont pas de plan. D'où leur impuissance devant la situation réelle du pays, et leur échec.

La démarche très pragmatique et chronologique que l'auteur a adoptée a une contrepartie. La ligne directrice de son exposé des faits repose parfois sur des présupposés qu'il n'explicite pas. C'est surtout le cas dans ce qui apparaît comme le premier point de son raisonnement général, celui qui concerne la nature du « libéralisme » des cadets. F. Gajda juge l'action politique de ces derniers en soulignant ce qu'il voit comme une contradiction. Il y aurait, d'un côté, leur respect de principe, « doctrinal », pour la légalité et le « pouvoir légitime » et, de l'autre, leur inclination effective à privilégier la révolution pour arriver au pouvoir. De cette manière, l'auteur pense disqualifier le « libéralisme » des principaux dirigeants du parti constitutionnel-démocrate. Ce faisant, il rejoint certains arguments développés dans la controverse née chez les émigrés russes après 1917 (et notamment par Victor Léontovitch dans son *Histoire du libéralisme en Russie*). Mais, là où l'on attendrait des précisions de l'auteur sur la signification à donner à la notion de « pouvoir légitime », il fait seulement référence à une définition implicite du libéralisme, selon un modèle occidental qui apparaît plutôt schématique (idéalisé ?). Le courant libéral a sans doute été moins uniforme que ne le sous-entend l'auteur, aussi bien dans ses expressions doctrinales que dans ses traductions politiques en Europe au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle, en particulier dans sa conception de la « légitimité » du pouvoir. L'action des libéraux russes gagnerait ainsi à être comparée au rôle des grands mouvements libéraux européens dans la lutte pour la « démocratisation » au XIX<sup>e</sup> siècle.

Dans le second point capital de son raisonnement, qui présente les causes de l'échec très rapide des libéraux parvenus au pouvoir, l'auteur expose plus clairement ses critères de jugement. Et il emporte facilement l'adhésion. Toutes les incohérences et les faiblesses de la stratégie du parti constitutionnel-démocrate sont révélées. F. Gajda démontre de manière très neuve la prépondérance des intérêts partisans chez les dirigeants cadets et leur incapacité à prendre la mesure de leurs nouvelles responsabilités. La « Révolution », selon lui, c'est donc surtout le moment de vérité pour les principaux libéraux russes, enfin mis en situation de montrer leurs talents, et que tout aurait dû préparer à assumer le pouvoir. Certains lecteurs pourront trouver à leur échec plus de circonstances atténuantes que ne le fait l'auteur, particulièrement sévère. Mais il n'est pas douteux que le cadre d'interprétation qu'il propose, fondé sur une documentation nombreuse étudiée avec un luxe de détails, soit le premier depuis longtemps à renouveler le débat sur les heurs et malheurs du libéralisme et de ses avatars en Russie<sup>2</sup>.

1 – La revue américaine *Kritika* a proposé récemment un ensemble de recensions sur les différents volumes de documents publiés, dont une part importante est consacrée aux libéraux, et sur diverses monographies historiques récentes : « The new political history. Special issue », *Kritika. Explorations in Russian and Eurasian History*, 5 (1), Winter 2004. Le livre de F. Gajda, publié en 2003, n'est cependant pas pris en compte dans ce numéro.

2 – Une traduction en anglais de quatre articles de F. Gajda, rédigés et publiés en russe durant les années de préparation de sa thèse, a été fournie dans le dossier intitulé « Russian liberals on the road to revolution and power, 1914-1917 » par la revue américaine *Russian Studies in History*, 41 (4), Spring 2003.

---

Anastasija Sergeevna TUMANOVA  
**Samoderžavie i obščestvennye organizacii  
v Rossii, 1905-1917 gody: monografija**

(L'autocratie et les « associations » en Russie, 1905-1917. Monographie)  
Tambov, Izd-vo TGU im. G.R. Deržavina, 2002, 488 p.

L'ouvrage qu'Anastasija Tumanova a consacré aux « associations » (*obščestvennye organizacii*), à travers la politique menée par l'autocratie à leur égard au début du xx<sup>e</sup> siècle, vient combler une lacune importante de la littérature historique sur l'Ancien Régime russe. La persistance de cette lacune était même étonnante, tant la question de l'existence et du dynamisme d'une « société civile » dans la Russie pré-révolutionnaire a occupé la recherche historique depuis le début des années 1980 au moins. Il est vrai que, parmi les historiens russes de la nouvelle génération, à laquelle l'auteur appartient, c'est une problématique plus récente, qui s'inspire en partie des travaux menés par les universitaires occidentaux, anglophones en particulier. Anastasija Tumanova s'est donc donné la tâche considérable de reprendre le problème en étudiant pour la première fois de manière systématique le statut de ces « associations » et les perspectives nouvelles qui s'ouvraient à leur activité dans les années qui précèdent la guerre et la révolution<sup>1</sup>.

La traduction de l'expression russe *obščestvennye organizacii* et l'explication de la réalité qu'elle recouvre présentent une difficulté classique pour le lecteur francophone. Ce qui est au cœur de cette réalité, c'est la prise en compte de l'intérêt « public ». Ceci pose naturellement la question des relations entre l'État et ce qui n'est pas l'État. Fait d'histoire, qui tient aux conditions d'émergence de la démocratie en France sous sa forme républicaine, l'usage en français rapporte volontiers à l'État tout ce qui est caractérisé comme « public ». La langue russe au xix<sup>e</sup> et au début du xx<sup>e</sup> siècle, avec le substantif *obščestvo* et ses dérivés, procède autrement, en mettant au contraire en opposition la « société » éduquée et l'État pour la prise en charge de l'intérêt général et du bien public.

C'est précisément l'objet du premier chapitre du livre d'A. Tumanova que de décrire, sous forme d'introduction au propos principal, le développement — à la fin du xix<sup>e</sup> siècle — de cette concurrence entre la bureaucratie impériale et les divers groupements d'origine privée qui ne pouvaient pas légalement exister ni faire quoi que ce soit sans son autorisation. Avec la contestation croissante du rôle central de l'administration, ces groupements furent caractérisés comme fondamentalement « non étatiques » ou « non bureaucratiques ». Il est donc délicat de les désigner en français comme des « organisations publiques ».

Si l'on ne craignait pas l'anachronisme, le plus efficace serait peut-être de parler ici d'« organisations non gouvernementales ». Mais A. Tumanova circonscrit très précisément l'objet de son étude aux groupements créés dans un but non commercial par des particuliers qui s'associent pour promouvoir une œuvre d'intérêt général ou collectif — qu'il s'agisse d'éducation, de science, d'art et de culture, de santé, de loisirs, de formation professionnelle, de bienfaisance ou d'entraide mutuelle, voire de représentation syndicale des intérêts professionnels. Ce qui correspond assez bien au contenu exactement contemporain de la loi

adoptée en France en 1901, relative, entre autres, au contrat d'association, et justifie l'analogie entre le cas russe et celui des « associations » françaises. La mention des expériences étrangères contemporaines de la période étudiée par l'auteur est d'ailleurs importante dans son propos. A. Tumanova fournit notamment une présentation précise de l'influence qu'ont eue les différents modèles juridiques occidentaux dans l'élaboration de la législation russe.

En règle générale, l'approche choisie par l'auteur consiste à suivre les développements de cette législation et de la pratique administrative dans le contexte ouvert par les aspirations à une libéralisation du régime, et surtout par l'ébranlement révolutionnaire de 1905. Cela signifie que les « associations » prises en compte sont celles qui ont une existence légale au sens de la réglementation que le gouvernement russe adopte, à titre provisoire en théorie, en 1906. À une exception près, très importante mais aisément compréhensible : les partis politiques, qui relèvent pourtant de la même législation, sont exclus du propos. Avec une telle définition institutionnelle des « associations », l'étude d'A. Tumanova ne vise évidemment pas à embrasser tout le champ, impossible à délimiter selon des critères formels, de la « société civile » autoproclamée de l'époque. Celle-ci englobait également d'autres types d'acteurs, collectifs ou non, que l'auteur évoque brièvement dans son premier chapitre, qu'il s'agisse des journaux et revues, des éditeurs, mais aussi des institutions d'autonomie locale, ou des organes de représentation des ordres constitués.

En privilégiant ainsi l'aspect institutionnel, A. Tumanova livre une riche contribution à une démarche historiographique qu'elle partage avec d'autres historiens russes, et dont le but est, globalement, de réhabiliter l'action réformatrice de l'administration russe à la fin de l'empire. L'auteur mentionne certes, mais pour les minimiser, les tergiversations et les résistances du régime. Celles-ci sont présentées plutôt comme des « contradictions » et des « inconséquences » internes, et non comme des éléments susceptibles de remettre en cause l'œuvre de « modernisation constitutionnelle », qui s'appuie sur une expertise juridique de l'administration impériale de grande qualité. Le cœur du livre est ainsi consacré à une analyse extrêmement détaillée des tenants et des aboutissants de la politique russe envers les associations. Le chapitre II porte sur l'élaboration de la législation sur les associations en 1905-1906 et sur la part que les divers organes de l'État y ont prise. L'auteur y décrit très clairement les conditions dans lesquelles a été fixé le régime juridique pour la création et la fermeture des associations, marqué au final par une prééminence de la logique administrative. Le chapitre III constitue un examen des moyens et des formes du contrôle, par la police politique du ministère de l'Intérieur, des associations, que l'auteur distingue suivant leurs différents domaines d'activité, des associations éducatives aux groupes d'espérantistes, en passant par les clubs automobiles et aéronautiques. Le chapitre IV, le plus novateur, est une analyse de la pratique administrative des autorités locales envers les associations. Là, Tumanova met en valeur les interactions entre autorités et associations, qui prennent parfois la forme d'une coopération.

L'auteur démontre de façon convaincante que les organes centraux du gouvernement sont plus préoccupés de trouver un cadre viable pour l'application de la « liberté d'association » officiellement proclamée, que ne le sont les fonctionnaires locaux, dont la tendance à perpétuer les anciennes pratiques administratives est très

forte. La législation en vigueur ne satisfaisait pas grand monde au total. Le cinquième et dernier chapitre présente justement la confrontation entre les autorités gouvernementales et les forces politiques d'opposition, à la Douma et dans la presse, sur le régime juridique de la liberté d'association et sur les divers projets pour le réformer. Tout en reconnaissant l'absence d'avancées significatives dans la politique du gouvernement, A. Tumanova défend globalement cette dernière contre les attaques maximalistes des libéraux russes, en rappelant la prise en compte par le pouvoir des « conditions politiques et juridiques spécifiques » de la Russie à l'époque.

Cependant, les faits révélés par les analyses très poussées de l'auteur font paradoxalement naître quelques doutes sur la cohérence des conclusions qu'elle en tire. Le propos est apparemment nuancé, mais on se demande s'il ne vise pas à concilier l'inconciliable. N'y a-t-il pas une illusion à considérer que, dans une société « moderne » telle que le gouvernement voulait la construire, mais sans perdre ses prérogatives, une séparation des tâches pouvait être effectivement instituée entre l'État, d'une part, et la « société civile » et les associations, d'autre part ? Selon ce schéma, les associations auraient dû rester cantonnées hors du politique et de la politique. Or tout l'ouvrage d'A. Tumanova montre bien que la question politique est très souvent difficilement dissociable de l'activité des nombreuses associations créées en Russie au début du *xx<sup>e</sup>* siècle. C'est même la première préoccupation des autorités centrales et locales, qui dépensent toute leur énergie à discerner le bon grain de l'ivraie entre les associations qui « font de la politique » et celles qui n'en font pas. Mais cela ne constitue en rien une spécificité russe, et il y a bien des exemples comparables dans l'histoire moderne des États européens. Il y a donc là toute une réflexion à mener sur la pertinence de la conception qui fait de la liberté d'association et de son application un principe « civil » et non « politique », ainsi que sur l'influence que cette conception a eue et continue d'avoir en Russie.

Le livre comprend un index des noms de personnes — mais pas d'index des associations citées, malheureusement —, et plusieurs documents intéressants sont fournis en annexe, à commencer par le texte des règlements provisoires de 1906. On peut regretter que la lecture de ce travail très précis, mais long et assez austère, ne soit pas facilitée par un découpage et une présentation plus analytiques. C'est en tous cas une mine de renseignements sur l'activité des associations russes du début du *xx<sup>e</sup>* siècle. Enfin, les historiens disposent là d'un ouvrage de référence sur la législation et la pratique administrative, dans un domaine essentiel à la juste appréciation de la place réellement tenue par la « société civile » à la fin de l'empire russe.

1 – Le lecteur francophone a déjà pu prendre connaissance d'un article de l'auteur dans une livraison récente des *Cahiers du Monde russe*, consacrée aux intellectuels et à l'intelligentsia. Il s'agit d'un « essai d'étude régionale », centré sur la ville de Tambov, dont la problématique est très différente de celle du livre. C'est en effet davantage une description de l'activité des associations locales, désignées comme des organisations « typiques » à l'échelle de la Russie européenne : Anastasija S. Tumanova, « L'intelligentsia et son rôle dans les organisations publiques de la ville de Tambov au tournant du *xx<sup>e</sup>* siècle », *CMR*, 43 (4), Octobre-décembre 2002, p. 645-659.

*Grigorij M. BONGARD-LEVIN, Roland LARDINOIS,  
Aleksej A. VIGASIN, eds.*

**Correspondances orientalistes entre Paris et Saint-Pétersbourg (1887-1935)**

Paris, Académie des inscriptions et belles-lettres, Diff. de Bocard, 2002, 305 p.

(Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, 26)

Cet ouvrage est le résultat d'une initiative que l'on ne peut que saluer. Il s'agit de la publication d'une correspondance scientifique entre les milieux orientalistes français et russe, portant sur une période cruciale pour les relations scientifiques internationales, tant du point de vue politique (Première Guerre mondiale, révolution russe et grand tournant stalinien), que de celui de l'histoire des sciences (période du développement de l'orientalisme, en particulier en Asie centrale). Il s'agit essentiellement de la correspondance, retrouvée dans les archives de l'Académie des sciences, entre Sylvain Lévi et Sergej Ol'denburg. Elle est malheureusement à sens unique, puisqu'on ne dispose pas, à quelques exceptions près, des lettres réceptionnées du côté français (sans doute sont-elles perdues), mais uniquement de celles qui furent reçues par les Russes de leurs interlocuteurs français. Outre ces lettres écrites par Lévi à Ol'denburg, le recueil en comporte quelques-unes échangées entre Alfred Foucher, Émile Senart et Paul Pelliot d'un côté, et d'autres homologues russes, Ščerbatkoj, Alekseev, Radlov et Rozenberg, personnalités reconnues d'un orientalisme qui porte un intérêt particulier aux langues, à l'archéologie et à l'histoire de l'Asie centrale. Comme le souligne la présentation, « trois univers de savoirs les réunissent : d'une part la connaissance des langues et des littératures indo-européennes rares (comme le tokharien), d'autre part, celle des langues et des littératures turco-mongoles (comme l'ouïgour) et, enfin, l'étude du bouddhisme et l'histoire de sa diffusion en Extrême-Orient. »

L'ensemble est précédé d'une préface rédigée par les trois coéditeurs, érudite et précise, replaçant les intervenants tant dans leur propre parcours que dans ce milieu spécifique, et montrant comment ils progressent, à partir des textes dont ils disposent, mais aussi à travers des missions de longue durée. La préface évoque aussi les formes d'une circulation intellectuelle, la constitution de réseaux d'orientalistes, les lieux de vie propres à chacun permettant de mieux comprendre leur environnement proche. Elle ébauche ainsi un panorama d'un monde intellectuel très particulier qui franchissait les frontières tout en restant fortement ancré dans un cercle national. Le milieu international, tel qu'il ressort de ces lettres, est autant fait de relations étroites que de concurrence acharnée pour traduire et publier certains manuscrits. Il repose aussi sur un internationalisme qui n'est pas exempt, loin s'en faut, de réactions aux événements politiques du moment, comme le refus de travailler avec les Allemands après la Première Guerre mondiale, exprimé notamment par Sylvain Lévi en termes particulièrement hostiles.

La correspondance elle-même exprime toute cette richesse. Elle montre d'abord des relations scientifiques qui s'entremêlent avec des relations d'amitié, dans un même mouvement. Chaque lettre, en particulier celles de Lévi à Ol'denburg, passe allègrement de considérations privées, d'informations sur des connaissances communes, le plus souvent amicales, à des indications sur un travail

scientifique (à propos de tel ou tel texte) ou des informations sur un voyage. Les textes scientifiques sont bien au centre des préoccupations de nombreuses lettres. Les observations politiques ne sont pas absentes, celles d'un quotidien qui précède la Première Guerre mondiale où la circulation n'est pas facile (Lévi souligne la difficulté d'obtenir un passeport en 1913, en sa qualité de juif) ; celle d'un premier conflit mondial qui heurte le rêve internationaliste des savants, mais les conduit aussi, on l'a noté, à une hostilité vis-à-vis des Allemands qui se prolonge bien au-delà de la fin du conflit ; celle de la révolution russe et des années qui suivent, peu présentes et très discrètement évoquées dans une lettre de Lévi à Ol'denburg, en novembre 1929, après l'éviction de ce dernier de son poste de secrétaire de l'Académie des sciences de l'URSS — lettre discrète qui montre la prudence imposée, très vite, dans ces correspondances après la révolution. D'autres éléments politiques sont présents, liés au jubilé de l'Académie des sciences tenu en 1925 à Leningrad, où Lévi et Pelliot furent invités et firent des interventions dans lesquelles ils affirmaient leur désaccord avec les autorités.

Cette correspondance offre donc de multiples pistes pour comprendre le quotidien d'un milieu international, observer comment se nouent des échanges culturels et se constitue une communauté autour de quelques personnalités, attachées par des liens qui dépassent largement la simple dimension scientifique. Cette publication, dont l'appareil de notes est remarquablement précis et développé, est donc une belle contribution à une démarche contemporaine qui s'intéresse aux transferts culturels et à la réalisation d'une sociologie du champ scientifique, non pas simplement par l'intermédiaire de la circulation des idées, textes et échanges formels, mais à travers l'analyse du quotidien. On ne peut encore une fois que se féliciter d'une telle entreprise et de sa publication dans une collection érudite et de grande qualité.

**Alain Blum**

---

*Milan ŽUST*

**À la recherche de la vérité vivante**

**L'expérience religieuse de Pavel A. Florenskij (1882-1937)**

Rome, Lipa, 2002, 394 p.

Écrire un ouvrage sur un homme au savoir encyclopédique comme le fut Pavel Florenskij paraît une gageure. Pourtant Milan Žust relève courageusement ce défi avec son livre *À la recherche de la vérité vivante : l'expérience religieuse de Pavel A. Florenskij (1882-1937)*, étude qui reprend la majeure partie d'une thèse de doctorat soutenue en juin 2002. L'ouvrage comprend 312 pages de texte, 53 pages de bibliographie et 16 pages d'un glossaire des termes principaux qui composent la pensée religieuse de Florenskij. Le projet de l'auteur est annoncé dans le titre : il s'agit de la recherche d'une vérité vivante fondée sur une expérience religieuse. Milan Žust, prenant son point de départ dans la fameuse question de Pilate à Jésus : « Qu'est-ce que la vérité ? » (Jean, XVIII, 38), se propose d'examiner la capacité

de l'homme à accéder à la connaissance des choses et à celle de Dieu. Cette noble ambition s'autorise de l'exemple de Florenskij, parti à la conquête d'un savoir absolu, secondé par l'intelligence de la foi, dans une tentative résolument moderne pour concilier les exigences contradictoires du cœur et de la raison. Mais M. Žust, loin de se contenter d'une simple étude historique de la figure du « Pascal russe », veut aussi affronter la pensée de Pavel Florenskij dans ce qu'elle a d'actuel et d'exemplaire dans le témoignage de sa vie, une vie qui est la mise en acte de l'engagement de la foi et s'achève par l'ultime témoignage, le martyr dans un camp de la mort soviétique. Ce projet est donc éminemment « existentiel » en ce sens que l'auteur de l'ouvrage soumet la validité de la théorie à l'épreuve de la vie. Le plan du livre s'articule en conséquence selon la classique (mais, dans la perspective démonstrative de M. Žust, très pertinente) dichotomie homme/œuvre. La première partie (p. 37-186) suit l'itinéraire de vie et l'œuvre de Florenskij ; la seconde (p. 187-304) étudie le langage symbolique dérivé de l'expérience religieuse chez Florenskij.

L'introduction expose la complexité de ce penseur dont les propositions touchant la connaissance offrent un intérêt certain pour le théologien et le philosophe. Mais l'extrême variété des objets à connaître et la méthode d'accès à une pensée originale et souvent déconcertante constituent une redoutable difficulté pour l'exégète de Florenskij qui peut raisonnablement se demander si l'idéal de « connaissance intégrale » qu'il propose peut être considéré comme un apport de la pensée russe aux interrogations actuelles de la théologie. À la suite de ces graves questions préliminaires, M. Žust procède à un survol de l'état de la recherche sur Florenskij ; puis, non sans courage, aborde la question des difficultés rencontrées au cours de son travail sur l'auteur de *La colonne et le fondement de la vérité*, dont la moindre n'est pas le « dépaysement culturel » qui induit assurément un certain déplacement des valeurs, mais qui sont également liées au passage d'une langue (le russe) dans une autre (le français) et à la propre terminologie de Florenskij, toujours enraciné dans une expérience de vie par essence « intraduisible ». M. Žust justifie sa méthode de recherche en excipant de la vie du grand savant conçue comme lieu nourricier des idées, terrain privilégié où s'éprouvent et se vérifient ses grandes intuitions mystiques et intellectuelles.

La première grande partie, consacrée à l'itinéraire de vie de Florenskij, souligne l'importance des expériences de jeunesse, consignées dans ses récits autobiographiques et ses souvenirs. Le tableau de la situation historique de la Russie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle permet d'évaluer la quête de la « connaissance intégrale » dans le paysage intellectuel de l'époque et de suivre la progressive émergence de certains concepts et d'une méthode à partir d'expériences cruciales vécues dans l'enfance et l'adolescence. Ainsi en va-t-il, par exemple, de la crise religieuse éprouvée durant l'adolescence, moment germinatif du grandiose projet de synthèse des connaissances. Autre exemple de cet enracinement existentiel des grands moments de l'évolution intellectuelle de Florenskij : sa décision d'entrer à l'Académie de théologie de Moscou, qui, selon M. Žust, aurait eu pour principale motivation le désir d'éprouver en acte, dans la communauté de foi de l'Église, la vérité religieuse des dogmes. Cette expérience ne pouvait avoir lieu qu'au sein de l'orthodoxie, et dans la plus profonde communion avec le peuple

russe. Du même point de vue existentiel, l'enseignement de l'Académie de théologie de Moscou a pu servir de test pour évaluer la validité théorique du vécu. M. Žust a raison de relever une autre conséquence de l'influence du milieu sur la pensée du jeune théologien-philosophe : la vie intense des cercles littéraires et religieux qu'il fréquente à l'époque de sa formation intellectuelle, dans une atmosphère marquée par l'état d'esprit du symbolisme dominant dans les arts, n'a pu que favoriser la tendance au mélange des genres, sans compter des mouvements réellement providentiels, comme l'hérésie onomatodexe, qui a suscité chez Florenskij une intense réflexion théologico-philosophico-linguistique sur l'essence du nom. Mais la situation s'inverse quand il s'agit d'expliquer l'attitude politique de Florenskij en 1917 et dans les années suivantes, durant lesquelles se met en place la dictature dont allait être la victime le prêtre et l'homme de science : c'est la référence scripturaire (Épître aux Hébreux, XIII, 14) qui détermine l'engagement existentiel et programme l'éthique politique de Florenskij : « Nous n'avons pas ici-bas de cité permanente, mais nous recherchons celle de l'avenir »<sup>1</sup>. Le chapitre qui clôt cette première partie biographique, intitulé « Sources de l'œuvre et motivations de Florenskij », est l'occasion pour l'auteur de rappeler une nouvelle fois les difficultés rencontrées dans l'étude d'un penseur de cette envergure. M. Žust discerne trois grands moments dans la croissance spirituelle de Florenskij, tous subsumés sous l'unité sémantique d'un même projet : fidélité à l'orthodoxie, au peuple russe et communion de foi (« *sobornost'* »)<sup>2</sup> comme socle de la connaissance intégrale. Ce très utile rappel des sources n'est pas sans intérêt pour éclairer et expliquer (sinon justifier) un des aspects les plus rébarbatifs (du moins au regard d'un chercheur occidental) de la pensée de Florenskij, son antioccidentalisme militant, souvent agressif, nourri de l'héritage slavophile. Ses « motivations » résument assez bien les nombreuses remarques dispersées dans la première partie de l'ouvrage : il s'agit, pour l'auteur de *La colonne...*, d'approcher le mystère de l'intérieur, de retrouver l'unité organique perdue entre les différentes sciences, bref de rassembler à l'intérieur de l'Église orthodoxe et de manifester ce désir de rassemblement dans un langage symbolique qui fait la part belle aux antinomies.

La deuxième grande partie de l'ouvrage étudie le langage symbolique dérivé de l'expérience religieuse chez Florenskij. Dans cette partie beaucoup plus théorique où l'auteur examine les transformations de l'expérience florenskienne en herméneutique d'une vision du monde, la méthode du chercheur est de nouveau définie, non sans quelques infléchissements toutefois par rapport aux précédentes déclarations, notamment dans le refus d'adopter une position critique par rapport à l'auteur étudié. M. Žust définit dans cette abstention de principe une méthode négative qui récuse la preuve scientifique au profit de la simple illustration par l'exemple. L'analyse conceptuelle cède le pas à une démarche empathique qui installe peut-être le chercheur et ses lecteurs au cœur du tempérament de Florenskij, mais interdit à coup sûr toute distance critique par rapport à l'idéologie du penseur et du théologien. Ainsi, par exemple, sont trop aisément acceptées les approximations étymologiques qui vont toujours dans le sens d'une dévalorisation des concepts occidentaux, marqués, selon Florenskij, au sceau d'un stérile « juridisme ». De même, M. Žust semble acquiescer à la méfiance florenskienne par rapport à toute investigation conduite selon les voies de la raison, à la preuve

« intuitive » de la Trinité, qui est tout, sauf une preuve, ou bien au maniement sophistique des « antinomies », procédé trop commode pour valoir comme argument. Le langage symbolique de Florenskij fait l'objet d'une définition embarrassée et contradictoire, conséquence obligée d'une acceptation imprudente du mystère des antinomies. L'adhésion sans réserve à la « métasémiologie » esquissée par Florenskij, l'apologie hâtive de l'outré-logique (ou « surlogique ») comme moyen de dépassement des apories de l'entendement conduisent inévitablement M. Žust à assumer des thèses manifestement erronées d'un point de vue sémiologique, et même sans doute « hérétiques » d'un point de vue théologique (ex. : « l'icône est la personne représentée » ; « le nom de Dieu est Dieu »). Dans ses considérations sur les travaux iconologiques et onomatologiques de Florenskij, l'auteur de l'ouvrage aurait sûrement gagné à évaluer de manière critique la doctrine du théologien russe dans le cadre général d'une théorie du signe. Le troisième chapitre de la seconde partie, dont l'énoncé paraphrase le titre de la célèbre thèse de Florenskij, compense les conséquences regrettables du parti-pris non critique en envisageant de manière systématique la pensée théologique de ce dernier et sa substructure idéologique (« “Colonnes et fondements” de la théologie de Florenskij »). Dans cette partie, M. Žust aborde trois aspects importants de la pensée religieuse de Florenskij, trois « mystères » constitutifs de son univers spirituel : la Trinité, la Sagesse (la « Sophie ») et l'Église. En préambule à cette analyse, M. Žust étudie le langage codé et apparemment abscons des dogmes et de la théologie, en insistant sur l'adéquation de ce langage symbolique au mystère et à l'unité des deux mondes (le « phénoménal » et le « nouménal »), et en démontrant la valeur pédagogique. La « surlogique » du dogme manifeste, selon l'auteur, l'instauration d'un nouveau régime de l'activité rationnelle ordonnée à une fin précise et remarquablement paradoxale : connaître d'une certaine manière l'ineffable mystère et communiquer cette connaissance par le moyen d'un langage sui generis, celui des symboles et des antinomies. Le mystère de la Trinité offre l'exemple même de la « *crux rationis* » et les sept pages que consacre M. Žust peinent à éclairer l'aporie du Dieu un et trine, aporie à l'insolubilité de laquelle n'est pas étranger le redoutable problème de la traduction des termes techniques utilisés par les docteurs de l'Église pour élucider la nature des relations entre les trois Personnes (notons au passage que « *soprisnosuščij* » ne signifie pas « consubstantiel », mais « coéternel », p. 263). Si M. Žust a raison de relever une relative prééminence de l'Esprit Saint (et donc de la pneumatologie) dans le discours théologique de Florenskij, ce déséquilibre dans le traitement des trois Personnes caractérise tout un courant de pensée contemporain plus attentif au statut de la Troisième Personne comme vecteur privilégié de l'inspiration prophétique qu'au rôle médiateur et pédagogique du Fils. Le culte symboliste de la création artistique n'est sans doute pas étranger à la place exceptionnelle dévolue à la pneumatologie dans la pensée religieuse russe à l'Âge d'argent. Il en va de même pour l'importance accordée au mystère de la « Sophie » (la Sagesse de Dieu) indissociable du contexte littéraire et artistique de l'époque. Comme au cours de la querelle onomatodexe, Florenskij flirte avec l'hérésie en évoquant la Sophie comme « quarte hypostase » et seule l'exaltation lyrique de l'Église comme fondement ultime d'une authentique vie spirituelle parvient à faire contrepoids au trou-

blant culte de latrerie voué à ce qui n'est strictement qu'un attribut subalterne de Dieu.

La conclusion récapitule les grands moments de l'ouvrage en soulignant le rôle primordial joué par l'ecclésiasticalité dans l'économie du système philosophico-théologique de P. Florenskij. L'ecclésiasticalité normée par le Christ apparaît en effet comme le milieu nourricier de la « connaissance intégrale » qui constitue en quelque sorte l'utopie gnoséologique de P. Florenskij.

L'intérêt principal du travail de Milan Žust est de situer l'immense travail théorique de Florenskij dans une perspective de vie, dans un cadre résolument « existentiel ». L'érudition foisonnante du penseur russe est justement perçue par M. Žust comme l'indispensable préparation à la connaissance du mystère ineffable, Dieu. La méthode très souvent dialogique de Florenskij s'inscrit dans le projet d'une recherche en commun de la Divinité et l'auteur a raison de mettre en valeur, tout au long de son étude, cette singulière pratique d'une quête spirituelle tout entière ordonnée à la connaissance d'un Dieu engagé, par le mystère de l'Incarnation, dans un dialogue continu avec l'humanité pensante. C'est aussi avec justesse que M. Žust souligne l'héroïsme de la pensée active et ardente de Florenskij, qui renonce délibérément aux ressources de la sagesse et de l'entendement ordinaires pour se confier à la « folie de la croix », et, sous le rapport du génie religieux, il ne fait pas de doute que le théologien russe a été inspiré par l'interprétation de son prénom comme programme de destin. La place prépondérante du symbole dans la pensée et le discours de Florenskij est également bien mise en valeur par l'auteur de l'ouvrage, mais c'est sans doute sur ce point qu'eût été souhaitable une contextualisation plus rigoureuse de la pensée du savant théologien, un des plus éminents représentants de ce fécond Âge d'argent, avec son habile maniement du symbole, son culte de la faculté créatrice et le rôle primordial dévolu à l'art dans l'approche du mystère. C'est peut-être aussi l'utopie de la synthèse des arts, si caractéristique de l'époque, qui fonde l'idéal florenskien de la synthèse des connaissances dont le nom proprement théologique est « connaissance intégrale » (*cel'noe znanie*), mode d'activité intellectuelle qui présuppose à la fois l'intégrité morale du sujet connaissant et la possibilité d'une compréhension totale de l'ensemble du champ du savoir. Florenskij a su combiner les genres discursifs les plus hétérogènes pour mieux manifester l'inexhaustible plurivocité du mystère. M. Žust a réussi à adhérer à cette démarche multiforme et à faire partager à son lecteur son admiration, mêlée parfois d'un peu de crainte, devant l'étonnant génie de ce penseur inclassable. Il est simplement à regretter que cet ouvrage sérieux et fondé sur une solide érudition soit entaché de nombreuses erreurs typographiques (tout particulièrement dans les notes), de fréquentes incorrections sous le rapport de l'expression, et que souvent la traduction de termes russes spécifiques soit mal maîtrisée et peu cohérente.

1 – C'est cette citation scripturaire qui est à la base du titre de l'ouvrage édité par V. I. Kejdan, *Vzyskujšcie grada* (*Les chercheurs de la cité, Ceux qui recherchent la cité*) traduit erronément par *Les villes aspirées* tout au long de l'ouvrage.

2 – Le concept de « *sobornost'* », si important également dans l'idéologie philosophico-politique russe, aurait pu faire l'objet d'une entrée dans le glossaire placé à la fin de l'ouvrage. Régulièrement traduit par « conciliarité » dans le texte de M. Žust (traduction reçue de nos

jours en français, mais peu instructive et ambiguë pour le lecteur non russophone), ce terme s'éclaire fort heureusement par les nombreux contextes d'emploi cités par le chercheur et dans lesquels le vocable apparaît avec sa pleine valeur de principe de rassemblement, communion dans la foi, ensemble, etc.

**Jean-Claude Lanne**

---

P É R I O D E S O V I É T I Q U E  
E T P O S T - S O V I É T I Q U E

*Moshe LEWIN*

**Le siècle soviétique**

Paris, Fayard/Le Monde diplomatique, 2003, 526 p.

Dans cet ouvrage, Moshe Lewin développe son interprétation de l'histoire soviétique, de la révolution de 1917 à la fin de l'URSS, à travers une série d'essais stimulants et novateurs. L'ouvrage est constitué de trois parties : les deux premières sont chronologiques, la troisième, thématique, propose une synthèse de cette histoire.

La première partie, intitulée « Un régime et sa psyché », est centrée essentiellement sur la personne de Stalin. Moshe Lewin y démonte le mode de gouvernement du dictateur, et chacun des chapitres expose un schème explicatif qui permet peu à peu de comprendre comment peut s'établir, puis se renforcer, un pouvoir total. Autour de ces développements apparaissent une série d'idées fortes, telle l'importance de deux cultures politiques (« deux univers politiques et culturels très dissemblables ») au sein du « bolchevisme », celle aussi d'une « dictature irresponsable », ou encore celle des « privilèges dangereux » qui sont au cœur du pouvoir stalinien. L'auteur étudie la personnalité même de Stalin, avec sa « paranoïa systémique » ou encore sa fascination mêlée de haine pour les talents, sa stratégie de contrôle total et d'élaboration d'une centralisation extrême des décisions.

Moshe Lewin souligne aussi la contradiction inhérente au système construit par Stalin, système qui devient impossible à maîtriser par son créateur lors même que ce dernier dispose du pouvoir total : « Moins vous déléguez le pouvoir, plus celui-ci s'échappe imperceptiblement vers des « petits Stalin » locaux ; plus vous monopolisez l'information, plus on vous la cache ; plus vous contrôlez d'institutions, moins vous les maîtrisez » (p. 113).

C'est ainsi une histoire du stalinisme, vue au travers d'une série de moments clés, depuis l'accession au pouvoir de Stalin jusqu'au bilan des répressions, en passant par les diverses étapes de l'élaboration du système, que propose Moshe Lewin dans cette première partie. On y voit l'aptitude particulière de l'auteur à décrypter et décrire des structures administratives complexes, comme celles qui se mettent en place après 1948, ou son goût des synthèses, comme celle, par exemple, dans laquelle il caractérise le stalinisme comme une forme de despotisme agraire, fondé sur l'irrationalité de la décision présentée comme règle de gouvernement. Cette partie ne constitue donc pas une histoire du stalinisme à proprement parler,